

## Enregistrer le bilan de la violence

En guise de contre-mesure, les organisations autochtones se préparent à suivre le bilan en termes de décès et de harcèlement.

En **Colombie**, l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC) a signalé en 2017 seulement: 45 meurtres, 122 menaces, 827 incarcérations injustes et 3 800 peuples autochtones déplacés.

Au **Philippines**, pendant ce temps, KATRIBU a enregistré 37 cas d'exécutions extrajudiciaires de peuples autochtones, 62 arrestations illégales, 21 prisonniers politiques, 20 cas d'évacuation forcée touchant 21 966 peuples autochtones et plus d'une centaine de personnes confrontées accusations depuis l'élection du président Duterte en juillet 2016. L'Alliance des peuples autochtones de l'archipel (AMAN) en Indonésie a également enregistré 21 cas liés à la terre auxquels les peuples autochtones étaient confrontés dans le cadre de projets de développement d'infrastructures sur des territoires autochtones.

La forte militarisation des terres autochtones en Asie continue d'avoir des effets dévastateurs pour les communautés autochtones, en particulier les femmes autochtones.

Au **Bangladesh**, 141 défenseurs des droits humains autochtones auraient été arrêtés ou détenus, tandis que 161 personnes auraient été victimes de fausses accusations tout au long de l'année. Selon la Fondation Kapaeeng, un nombre croissant de femmes et de filles autochtones au Bangladesh sont violées dans des conflits liés à la terre. Environ 56 femmes autochtones ont été agressées sexuellement ou physiquement par 75 auteurs présumés, la plupart d'entre elles étant non autochtones. De plus, la plupart des victimes de viol étaient des enfants et des filles de moins de 18 ans.

En **Érythrée**, les crimes contre les peuples autochtones sont particulièrement préoccupants. Depuis que la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée (COI) a fait état d'accusations de crimes contre l'humanité, les droits des pasteurs à la terre continuent d'être méconnus. Le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Érythrée a indiqué que le gouvernement avait détruit les moyens de subsistance des autochtones à travers des meurtres, des disparitions, des actes de torture et des viols. Victoria Tauli-Corpuz, rapporteur spécial des Nations Unies, attendait un suivi des plaintes pour nettoyage ethnique, y compris des témoignages substantiels et une analyse de 21 000 entretiens.

Source : IWGIA The Indigenous World 2018

